

GESTION DES ÉCOLES PRIMAIRES

L'État «pioche» dans le fonds des communes

Faute de pouvoir les prendre en charge de façon optimale, en raison de la difficile conjoncture économique du pays, le gouvernement décide de consacrer 30% de Fonds commun des collectivités locales (FCCL) pour les écoles primaires.

Kebci Mohamed - Alger (Le Soir) - De par leur grand nombre, 18 789 à l'échelle nationale en plus des 15 201 cantines scolaires, l'entretien des écoles primaires n'est plus dans les cordes des collectivités locales dont les moyens humains et matériels ne sont pas compatibles avec les besoins d'entretiens de chauffage et autre climatisation de ces lieux de savoir.

Une «incompatibilité» que le gouvernement a décidé de colmater en pensant mobiliser d'autres sources financières pour appuyer les collectivités locales dans leurs missions. En décidant, entre autres mesures d'accompagnement pour

les communes, de consacrer 30 % des recettes provenant du Fonds commun des collectivités locales (FCCL) pour les besoins d'assurer le chauffage, la climatisation et des opérations de maintenance des moyens de transport scolaire.

Le Premier ministre qui en faisait part, par le biais du ministre en charge des Relations avec le Parlement, avant-hier jeudi, à l'APN dans le cadre d'une séance de questions orales, a également annoncé «l'octroi par l'Etat d'aides financières annuelles aux collectivités locales au titre du budget de l'équipement pour la réalisation d'écoles primaires et de cantines scolaires, le renouvel-



L'entretien des écoles primaires plus dans les cordes des collectivités locales.

lement des appareils et équipements nécessaires en sus des dépenses affectées à la gestion de ces établissements scolaires».

Des mesures en sus de celle portant dégel des projets du secteur de l'éducation nationale qui témoignent, selon Ahmed Ouyahia, de la

«veille permanente» des pouvoirs publics à «assurer tous les moyens nécessaires pour une gestion «efficace» des écoles primaires en dépit de la conjoncture financière «difficile» que traverse le pays.»

Concernant les cantines scolaires, le Premier ministre reviendra encore une fois sur le cadre juridique cohérent régissant leur gestion, leur entretien et leur contrôle.

Ceci à travers le décret exécutif du 15 janvier écoulé fixant les dispositions appliquées aux cantines scolaires et qui fixe le rôle des communes et des directeurs des écoles primaires.

Un texte qui fixe également le champ d'intervention du Conseil de coordination et de concertation chargé de soumettre les propositions «appropriées pour l'amélioration de la gestion des cantines scolaires».

M. K.

HAUSSE DES PRIX

DES DÉRIVÉS LAITIERS

Traque des spéculateurs

Les pouvoirs publics ne veulent pas que les hausses à la fois anarchiques, inexplicables et injustifiées des produits dérivés laitiers se pérennisent et deviennent un fait accompli.

Le ministère du Commerce décide de traquer les auteurs de cette hausse constatée ces derniers temps. D'où l'engagement d'une enquête auprès des tout premiers concernés, les grands producteurs de lait.

C'est ce que Mohamed Benméradi a annoncé, avant-hier jeudi, à l'Assemblée populaire nationale dans le cadre d'une séance de questions orales.

Tenant de prime abord à préciser et à rassurer que ces hausses des prix constatées ces derniers temps étaient circonscrites à certains produits dont notamment les produits laitiers interdits d'importation, puisque selon lui, ces augmentations n'ont pas affecté les produits de large consommation.

Concernant la hausse des prix de légumes secs, le ministre du Commerce la mettra sur le compte de la hausse des prix de ces produits sur le marché mondial, ajouter à cela le fait que ces denrées ne sont pas produites localement. D'où, expliquera-t-il, l'option du gouvernement de se tourner vers la céréaliculture, à l'instar des lentilles, qui, selon lui, va contribuer à améliorer l'approvisionnement du marché qui, assurera-t-il au passage, «n'a connu aucune perturbation dans l'approvisionnement de ces produits ni dans la distribution».

Réitérant la «veille» des services de contrôle relevant de son département quant au «strict respect des prix réglementés ou plafonnés, exclus de la libéralisation des prix en 2003», le ministre du Commerce soutiendra que les prix des autres produits de consommation demeurent «soumis à la loi de l'offre et de la demande conformément aux règles de la concurrence libre et loyale».

Et de mettre les récentes hausses des prix de ces produits «non essentiels» sur le compte de l'augmentation des droits de douane et de taxe intérieure de consommation (TIC) sur ces produits.

M. K.

APRÈS DES ANNÉES D'ABANDON

Sonatrach raffinera le pétrole à l'étranger

Pour le ministre de l'Energie, l'objectif actuel du raffinage du pétrole brut à l'étranger est de limiter l'importation aux seuls produits qui manquent sur le marché local, en l'occurrence le diesel et l'essence.

Le ministre de l'Energie qui annonçait cette option, avant-hier jeudi devant les membres de l'Assemblée populaire nationale dans le cadre d'une séance de questions orales, a tenu à expliquer le renoncement par l'Algérie de cette opération par la «conjoncture économique» qui fait que «l'importation du produit fini est moins coûteuse que le traitement».

Mustapha Guitouni, qui fera part de l'importation de 2,96 millions de tonnes de

carburant pour un montant de 1,583 milliard de dollars en 2017 contre 3,06 millions de tonnes pour 1,348 milliard de dollars en 2016, estimera que le traitement du pétrole brut à l'étranger était une «opportunité à saisir s'il est rentable économiquement par rapport à l'importation, en prenant en compte les prix des produits pétroliers sur le marché international». Pour lui, l'objectif actuel du raffinage du pétrole brut à l'étranger est de limiter l'importation aux seuls pro-

duits qui manquent sur le marché local, en l'occurrence le diesel et l'essence». Car les autres types de carburant font l'objet d'opération d'échanges ou de trocs avec le propriétaire de la raffinerie, vu leur grande disponibilité en Algérie, en contrepartie d'essence et de gasoil car les coûts de leur transport à l'intérieur du pays font que la transaction n'est plus rentable pour nous». Aussi, le ministre de l'Energie expliquera encore cette option de raffinage du pétrole à l'étranger par le souci de «faire face aux fluctuations des prix du carburant sur le marché international vu que le pays s'acquitte annuellement des frais de transport

et de raffinage du pétrole».

Par ailleurs, Mustapha Guitouni annoncera l'augmentation des capacités de production des raffineries à près de 31 millions de tonnes d'ici la fin de l'année en cours.

Ceci à la faveur, selon lui, d'un programme de réhabilitation et de modernisation des raffineries en service pour l'augmentation de leurs capacités de production à près de 31 millions de tonnes d'ici fin 2018 contre 27 millions de tonnes actuellement». Il fera part, dans la foulée, de l'entrée en production de la raffinerie de Hassi Messaoud en 2022 pour être suivie de celle de Tiaret.

M. K.

FACTEURS DE RISQUES DE MALADIES CHRONIQUES

Les résultats d'une étude pour bientôt

Les résultats d'une étude sur les facteurs de risques de maladies chroniques en Algérie seront annoncés au cours du 1^{er} semestre de l'année en cours.

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière qui l'annonçait, jeudi dans le cadre d'une séance de questions orales à l'APN, précisera que cette étude a été réalisée en 2017, en «collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sur les facteurs de risques de maladies chroniques», dont le cancer.

Un cancer qui, selon Mokhtar Hasbellaoui, a enre-

gistré une «recrudescence ces dernières années» à travers «tous les pays du monde», en raison, expliquera-t-il, de «facteurs environnementaux et d'autres au changement de mode de vie».

Le ministre s'étalera sur les efforts des pouvoirs publics pour venir à bout de cette terrible maladie. Et de citer le «projet présidentiel», le Plan national de lutte contre le cancer (2015-2019), le Plan

de prévention et de lutte contre les risques des maladies chroniques (2015-2019), ou encore, concernant la chimiothérapie, l'ouverture de 41 services et 77 unités à travers le pays, dotés d'équipes médicales qualifiées, pour davantage de proximité entre les services du secteur et le citoyen, outre un important budget affecté à la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), «pour la prise en charge des tumeurs malignes».

Pour ce qui est de la radiothérapie, Hasbellaoui rappellera le nombre d'accélérateurs passé de 7 en 2013 à 28 en

2017, avec tout l'impact positif sur la qualité des soins et le rapprochement des dates des rendez-vous. Une amélioration appelée à aller crescendo avec l'ouverture des nouveaux centres, en cours de réalisation. Evoquant la situation épidémiologique du cancer dans le pays, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière fera état de 42.720 nouveaux cas enregistrés en 2015, soit 106 cas pour 100.000 habitants, un taux «faible par rapport à celui des pays voisins», selon Hasbellaoui.

M. K.

FUSILS DE CHASSE RETIRÉS DURANT LA DÉCENNIE NOIRE

«La restitution après enquête», précise Bedoui

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire rassure les détenteurs de fusils de chasse qui leur ont été «retirés» durant la décennie noire.

Interpellé, jeudi dernier, par un membre de l'APN dans le cadre d'une séance de questions orales, Noureddine Bedoui tiendra à rassurer ces citoyens qui ne cessent de réclamer la restitution de leurs «biens» maintenant que la paix et la sécurité sont revenues. Seulement, précisera-t-il, cette restitution ne

sera possible qu'après «enquête obligatoire» en vue de «s'assurer de la moralité et de la crédibilité des concernés». «Une démarche qui entre dans le cadre de l'application des dispositions du décret 98-96 du 18 mars 1998, fixant les modalités d'application de l'ordonnance 97-06 relative au matériel de guerre, armes et munitions».

Une opération qui a concerné, dans un premier temps, la remise des armes en bon état à leurs propriétaires identifiés, propriétaire ou à ses ayants droit en cas de décès ou à son tuteur légalement habilité en cas d'incapacité physique ou morale, et ce, après l'enquête obligatoire des services de sécurité pour

«s'assurer de la moralité et de la crédibilité des concernés». Pour ce qui de la seconde phase de l'opération de restitution, elle concerne, ajoutera le ministre, les fusils de chasse devant être «remplacés et l'indemnisation des propriétaires non habilités à les détenir».

Tenant à rappeler que le dépôt de ces armes par leurs propriétaires auprès des services de sécurité, en 1992 et 1993 était «une mesure préventive afin d'éviter la prise par les groupes terroristes et leur usage dans leurs attaques», le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a justifié leur restitution par le «réta-

blissement de la sécurité et la stabilité grâce à la politique de la réconciliation nationale initiée par le Président de la République».

Il évaluera le nombre d'armes déclarées à 1 185 unités dont 592 ont été régularisées à travers la délivrance de permis de possession et 161 armes ne portant pas de numéro de série. Ces dernières feront l'objet d'un «traitement et de régularisation à travers l'activation des mesures d'expertise balistique, conformément aux dispositions du décret 98-96, définissant les modalités d'application de l'ordonnance 97-06, relative au matériel de guerre, aux armes et munitions».

M.K.